

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire 63570

N°977 du 1er décembre 2008

Hebdomadaire 1 €

EDITORIAL

EPIDEMIE

« Ils n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés ». La peste keynésienne envahit les esprits, et je me trouve chaque jour confronté à des gens qui présentent tous les symptômes de la maladie. Je suis heureusement vacciné et n'ai pas besoin de piqûre de rappel.

Les symptômes sont nets. Prenez un bon libéral, voire même un ultra, qui a toujours professé sa préférence pour la libre entreprise et le libre échange. Parlez avec lui de la « crise ». Il conviendra parfaitement que la crise est due aux maladresses, voire aux malversations, des responsables de la politique monétaire et financière. Il vous suivra quand vous rappellerez que les subprimes ont eu comme foyers deux organismes publics distribuant sur ordre du gouvernement américain des crédits hypothécaires immobiliers à des gens incapables de les rembourser. Il admettra que le laxisme monétaire de la Réserve Fédérale a dilué la responsabilité des financiers. S'il a quelque connaissance technique, il conviendra que la finance est sur-réglémentée, avec des réglementations stupides comme Bâle II. Il marquera peut-être même son scepticisme à l'égard des « fonds souverains » et autres meccanos dirigistes imaginés par les hommes politiques. Mais, en conclusion, il vous surprendra en affirmant avec des sanglots dans la voix que lorsque la crise est là il faut bien recourir à la relance par les finances publiques. Il faut sauver les banques de la faillite, il faut injecter à cet effet les liquidités monétaires voulues, et les banques centrales doivent donc continuer à abaisser les taux d'intérêt et gonfler la masse monétaire.

Voilà donc l'AVC, voilà les boulons pétés. Des personnes jusque là saines d'esprit, qui ont toujours adhéré aux principes de « l'économie de l'offre », viennent grossir le camp des keynésiens qui professent les principes adverses de « l'économie de la demande ». Partisans de la liberté économique et ennemis de l'Etat en temps ordinaire, ils deviennent partisans de l'intervention de l'Etat et de la mise en liberté surveillée en période de crise.

Le monde occidental a été atteint d'une telle épidémie dans les années 1930. La thèse de Keynes venait au bon moment, pour expliquer d'une part que la crise était celle du capitalisme créateur de chômage (alors qu'elle était déjà une crise du dirigisme) et d'autre part que l'on pouvait préserver quelques principes du capitalisme (comme la propriété privée du capital) à condition de mener une politique de plein emploi, de relance de la demande globale. Le keynésianisme apparaissait aux esprits faibles comme le moyen de sauver le capitalisme en réduisant la liberté économique et en misant sur l'intervention de l'Etat.

Nous y voici à nouveau. Pour éviter une « crise systémique » (c'est-à-dire pour éviter que le système capitaliste ne soit détruit par les Besancenot et Chavez) les malades contaminés applaudissent aux plans de relance dont l'imagination est sans borne, puisqu'il s'agit d'annoncer des milliards de soutien, alors que les Etats sont eux-mêmes en faillite.

La maladie atteint toutes les couches de la population. J'ai apprécié ce titre dans les journaux « Les libéraux de l'UMP se félicitent de l'intervention croissante de l'Etat ». Même parmi quelques personnes passant naguère pour des intellectuels libéraux, on se résout, la mort dans l'âme, à souhaiter l'inondation monétaire pour éviter la faillite des banques. Comme la crise menace aussi des milliers d'entreprises, on se résout encore à des crédits injustifiés pour sauver les emplois. Pour l'instant la seule recommandation keynésienne qui n'ait pas encore été reprise est le protectionnisme pur et dur : jusqu'ici la mondialisation a trouvé grâce, bien que les fonds souverains fassent recette. Je crois que le succès du keynésianisme n'est dû qu'à l'ignorance des vertus du marché. Car, il y a dans le marché le vrai et le seul moyen de sortir de la crise sans recourir à l'Etat.

Veut-on sauver les emplois ? Les emplois n'existent et ne durent qu'au service de la communauté, adaptés quantitativement et qualitativement à ce que veulent les clients. Supprimer des emplois n'est pas un drame quand d'autres emplois nouveaux apparaissent. « L'économie de l'offre » nous rappelle que le niveau d'emploi dépend de la liberté reconnue aux entrepreneurs, aux travailleurs et aux épargnants. Relancer l'économie c'est mettre fin aux entraves réglementaires, fiscales et sociales qui paralysent les entrepreneurs. C'est mettre fin aux privilèges dont bénéficient les parasites.

Un grand plan de relance consiste donc à libérer la créativité, et à rendre aux Français l'argent qui leur est injustement confisqué par un Etat rapace et une Sécurité Sociale en déroute. Mais qui en a le courage ?

Il est plus facile d'invoquer l'alibi des faillites des banques et des entreprises cotées. Ici encore, le marché est la solution : quand le prix des actifs devient très faible, voire négatif. Il y a des occasions de rachat par d'autres, ou d'appel à des augmentations de capital, les investisseurs faisant la différence entre ce qui leur promet des plus ou des moins values. Voilà sûrement des bouleversements, mais moindres que ceux d'un financement par l'Etat.

Car il faut en revenir à Bastiat : ce que l'on voit c'est le « sauvetage » des banques, ce que l'on ne voit pas c'est le coût de financement. Le coût c'est l'inflation, qui à son tour entraîne le chômage ; le coût c'est la dette publique, qui à son tour entraîne davantage de prélèvements obligatoires (et dès aujourd'hui à cause du service de la dette).

Ce que les malades du keynésianisme ont oublié, ou ignorent, c'est que l'économie est détruite par les interventions qui privent le marché de sa vertu essentielle : répartir les ressources rares en fonction des besoins réels de la communauté, grâce à un système de prix significatifs nés de la concurrence. Le dirigisme balaye tout cela. Après avoir balayé le marché, on appelle Keynes au secours !

Il est temps de comprendre en profondeur le fonctionnement des marchés. C'est la meilleure prévention contre cette terrible épidémie.

Jacques Garello

Conjoncture

LA POLITIQUE DE CONCURRENCE TUE LA CONCURRENCE

Au cours des derniers jours, deux événements concernant la concurrence sont passés un peu inaperçus, en raison du brouillard médiatique créé par la crise financière. Pourtant ces questions de concurrence sont plus importantes que toutes les politiques conjoncturelles proposées. Le premier événement concerne l'amende record infligée à Saint-Gobain, le second le remplacement du Conseil de la concurrence par une Autorité de la concurrence. Malheureusement ces deux décisions vont dans la mauvaise direction et montrent que les politiques n'ont rien compris à la concurrence. Et une mauvaise politique de concurrence peut tuer la concurrence.

Une amende record contre Saint-Gobain

Le premier événement concerne la politique de concurrence au niveau européen. La commission européenne vient d'infliger une amende de 1,4 milliard d'euros à quatre producteurs de verre plat destiné à l'automobile, dont 896 millions pour la seule entreprise Saint-Gobain : un record. Certes, on avait déjà connu des amendes lourdes infligées par la commission, comme 480 millions en 2007 à Thyssen Krupp, 462 millions en 2001 à Hoffman-La Roche ou encore 397 millions en 2007 à Siemens. Mais là on atteint un nouveau record.

Pourquoi cette condamnation exceptionnelle ? Pour entente. L'amende a d'ailleurs été majorée de 60% par rapport au montant initialement prévu, pour récidive. Saint-Gobain a engagé un recours suspensif, mais la décision finale fait peu de doutes. Neelie Kroes, commissaire européen à la concurrence, qui nous avait habitués à plus de lucidité, est ravie de son coup. Et cela d'autant plus que l'argent sera versé au budget communautaire, dévoreur de crédits. Elle souligne que le cartel a duré cinq ans, sur un marché important, celui des vitres et pare-brises pour véhicules neufs ou pour pièces d'occasion.

Passons sur l'origine de la dénonciation (« Une information anonyme en provenance de l'extérieur »), qui rappelle de fâcheuses méthodes. Les entreprises sont accusées d'entente et de partage des marchés, lors de mystérieuses rencontres, paraît-il, dans des aéroports. James Bond n'est pas loin. Des informations confidentielles auraient été échangées. Cela montre, de la part de la Commission, une méconnaissance de la réalité des ententes. Sauf dans des cas très particuliers (comme les ententes entre Etats, pour le pétrole par exemple, qui, comme par hasard, ne sont jamais condamnées), une entente n'est jamais ni complète (il existe une concurrence en dehors de l'entente), ni surtout durable. A un moment ou à un autre, les intérêts de chacun finissent par briser l'entente.

Une conception néo-classique de la concurrence

Mais surtout cela reflète une conception très particulière de la concurrence, due aux analyses néo-classiques de la concurrence pure et parfaite : la concurrence serait avant tout une question de nombre d'entreprises : plus il y aurait d'entreprises, plus la concurrence serait forte. Une entente, mais aussi une concentration, diminuant le nombre d'acteurs indépendants, serait donc une atteinte forte à la concurrence. Mais cette théorie, à laquelle aucun économiste sérieux ne croit, contrairement aux autorités politiques, n'a aucun sens.

Il y a effectivement des atteintes graves à la concurrence, mais elles ne peuvent venir que de la fermeture des marchés. C'est la fermeture aux frontières (le protectionnisme) sous forme de droits de douane ou autre, et elle ne peut venir que de l'Etat. C'est la fermeture des professions (professions fermées, des taxis aux pharmaciens en passant par les notaires), dénoncée dans le rapport Attali, vite enterré, et elle ne peut exister qu'avec la complicité des pouvoirs publics, qui en général donnent leur bénédiction ou sont à l'origine de la fermeture (comme la loi de 1937 sur les taxis parisiens). C'est le cas des monopoles publics, les fameux services publics (comme nous en avons connu longtemps de la poste au téléphone, en passant par le train ou l'électricité et le gaz), qui n'existent que parce que la loi vient réprimer toute atteinte au monopole : on l'a vu longtemps avec les radios libres qui étaient saisies pour atteinte au monopole. Quand le monopole concerne l'Etat, il est exempt du péché originel.

Vers une haute Autorité de la concurrence

Le second événement concerne la transformation du Conseil de la concurrence. C'est la suite d'une longue histoire, qui avait commencé en 1953 avec la création d'une Commission des ententes et des positions dominantes, et qui s'est poursuivie par une Commission, puis un Conseil de la concurrence. Au départ, ces institutions étaient de simples annexes du ministre de l'économie, le ministre prononçant les sanctions, et donc des commissions purement administratives. Mais surtout elles reposaient aussi sur la même conception néo-classique de la concurrence que celle qui s'est développée plus tard au niveau européen.

Lors du vote de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le gouvernement avait promis de remplacer le Conseil actuel par une Autorité de la concurrence et c'est cela qui a été présenté lors d'un récent conseil des ministres. Cela a pris la forme d'une ordonnance, parue au JO, ce qui marque un nouveau recul des droits du parlement. Contrairement au Conseil de la concurrence (1986), dont l'autorité était partagée avec le ministre, la nouvelle Autorité sera une autorité administrative, plus autonome, ce qui est en soi un progrès. Mais le ministre veillera au grain et aura « un pouvoir de réformation » « pour des motifs d'intérêt général ». On sait ce que cela veut dire. Certes, il y aura aussi des possibilités de recours contre les décisions de l'autorité et la phase d'enquête sera séparée de la phase de décision.

Mais là n'est pas l'essentiel. D'abord, pourquoi un « tribunal » particulier ? Les juridictions courantes ne suffisent-elles pas, si la loi a été transgressée ? Pourquoi le ministre garde-t-il un pouvoir sur les décisions de concurrence d'une « portée locale » ? Et surtout, si la conception de la concurrence qui est en arrière plan (concentration et ententes) ne change pas, tout cela ne servira qu'à détruire un peu plus la concurrence au nom de la politique de concurrence (on l'a vu avec les condamnations de Microsoft). En réalité, cela sert surtout à détourner l'attention des vraies atteintes à la concurrence, celles que fait l'Etat lui-même. Et là on peut être tranquille : l'Etat ne risque pas de se condamner lui-même pour atteinte à la concurrence. C'est pourtant là que se situe l'essentiel de la question.

LA SÉCU S'INSTALLE DANS LES DEFICITS

Certes, ce n'est pas nouveau, et depuis des années nous expliquons ici pourquoi notre système de protection sociale ne peut aller qu'en se dégradant. Les gouvernements successifs ont multiplié les mesurette et replâtrages, mais leur obsession de « sauver la Sécu » au prix d'ajustements mineurs et incessants masque en fait le désir de ne pas déranger un système qui a ses privilégiés, mais qui ruine les Français moyens.

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est la rapidité avec laquelle la situation se dégrade. Certes, la crise plombe les comptes de la Sécu, mais notre système est d'autant plus sensible à la conjoncture qu'il est conçu comme une usine à transfert au jour le jour.

Pour 2008, les prévisions officielles annonçaient un déficit de 8,9 milliards d'euros, ce qui présentait l'avantage de marquer une très, très légère amélioration ; la nouvelle prévision, tenant compte du ralentissement économique, donc de moindres recettes, notamment parce qu'il y a moins d'emplois, donc moins de cotisants, fait état d'un déficit de 9,3 milliards, pratiquement comme en 2007. Exit donc l'amélioration. Le plus intéressant concerne 2009, car pour 2008, les jeux sont presque déjà faits, puisque nous sommes fin novembre.

Pour 2009, le gouvernement annonçait un déficit de 8,6 milliards « seulement » ; après la dernière prévision, on sera à 10,5 milliards de déficit, dépassant la barre symbolique des 10 milliards : nouvelle dégradation. 4,6 milliards pour l'Assurance-Maladie, 5,3 milliards pour les retraites, et même les autres branches (famille et accidents du travail) seront aussi en déficit. Le gouvernement annonçait, selon un rituel maintenant bien au point, que le retour à l'équilibre, promis, juré, serait pour 2012. Cette prévision fantaisiste est abandonnée et il annonce d'ores et déjà qu'il y aura encore en 2012 plus de 3 milliards de déficit ; gageons que d'ici là on rectifiera à nouveau les prévisions, pour se retrouver au dessus des 10 milliards.

Résumons : en un mois, le gouvernement a donc reconnu que le déficit pour 2009 serait aggravé de 2 milliards ; où en serons-nous pour les prochaines révisions (et prévisions) ? Nous voilà revenus plus de trois ou cinq ans en arrière, en dépit de tous les plans de sauvetage, de redressement, de réforme de la Sécu, dont le principe est toujours le même, et toujours aussi inutile : faire payer de plus en plus cher les assurés et leur fournir des prestations de plus en plus faibles. Déjà, un amendement parlementaire prévoit de soumettre les chèques restaurant, les chèques vacances, les chèques emplois service universel à un forfait social de 2% : c'est la fuite en avant : toujours plus de cotisations, toujours moins de prestations.

Si on détaille par régimes, on observe que le régime vieillesse, naguère « sauvé » par la réforme Fillon, est de plus en plus mal en point. Le régime Assurance-Maladie est également intéressant. Comment financer un déficit de 5 milliards ? On ne peut recourir qu'à l'emprunt. Donc ce sont nos enfants, voire nos petits-enfants, qui paieront la facture dans 20, 30 ou 40 ans, puisque un emprunt aujourd'hui, ce sont des impôts (ou des cotisations) en plus, 20 ou 40 ans plus tard. Ainsi, nous ferons payer plus tard par nos enfants nos dépenses de santé courantes d'aujourd'hui : est-ce raisonnable ? Est-ce tout simplement moral ? On se moque des Américains en disant que certains doivent emprunter pour se soigner. Nos petits-enfants, eux, devront payer pour la maladie de leurs grands-parents, survenue 20 ou 30 ans plus tôt !

Mais il y a autre chose. La présentation faite par le gouvernement se résume à dire : il y a moins de croissance, nous sommes en récession, donc il y a moins de recettes, donc le déficit s'aggrave. Sous-entendu : le jour où la croissance économique va redémarrer, la Sécu sera sauvée (air connu). Or, d'une part la croissance ne redémarrera pas sans réforme, d'autre part, le déficit est structurel : il est dans la nature même d'un système de monopole, bureaucratique et sans aucun régulateur. Croissance ou pas, le déficit persistera. En ce sens, le gouvernement n'a pas pris encore la mesure de la situation catastrophique de « notre merveilleux système de Sécurité Sociale que le monde entier nous envie ». Le système, dans sa construction même, est destiné à faire faillite. Une éventuelle reprise ne ferait que retarder l'échéance fatale de quelques mois.

BAISSE DES IMPOTS, DES DEFICITS ET DE LA DETTE PUBLIQUE : LE CANADA ECHAPPE A LA CRISE

La cause est entendue : avec la crise actuelle, tous les pays seront en récession en 2009, avec une croissance négative, pour les grands pays, selon le FMI, allant de - 0,2% à -1,3%. Bien sûr, cela ne concerne, même si on oublie souvent de le dire, que les pays développés, car les pays émergents, même s'ils ralentissent un peu, poursuivent leur croissance. Nous avons vu que la Chine, par exemple, passait de 11% à 9%, voire 8% : on est loin de la récession.

Mais dans les grands pays occidentaux, il y a une exception qui n'a pas été relevée très souvent : le Canada sera le seul pays du G7 à poursuivre sa croissance en 2009. Ce ne sera pas glorieux, certes, mais le Fmi prévoit en 2009 + 0,3% de croissance, contre, par exemple, un recul de 1,3% en Grande-Bretagne. Cela mérite d'être noté, car le contraste n'est pas négligeable.

Certes, chacun explique, G20 en tête, que la solution à la crise économique a été trouvée : c'est la relance keynésienne, les déficits publics, les emprunts pour financer des dépenses publiques en hausse : du G20 au FMI, de Sarkozy aux Chinois, tout le monde veut renouer avec les beautés du keynésianisme : les dépenses publiques en hausse, les déficits accrus, voilà les solutions à la récession. Seuls quelques esprits mal tournés, comme nous, font remarquer que le keynésianisme a toujours échoué, que la relance par la demande globale et les déficits publics n'a jamais relancé que l'inflation et le chômage, et que, en toute hypothèse, les déficits publics étaient déjà explosifs et excessifs : pourquoi ajouter, comme le disait déjà Jacques Rueff dans un autre contexte, « des plans d'irrigation pendant le déluge ».

Or il y a un élément que les observateurs ont peu souvent relevé, car il n'est pas politiquement correct : le seul pays du G7 pour lequel on prévoit une croissance positive l'an prochain est aussi le seul qui ait un excédent budgétaire ! Il y a onze ans que le pays est en excédent budgétaire, et la croissance économique n'a pas disparu pour autant, au contraire. Ils ont d'ailleurs été essentiellement affectés à la réduction de la dette publique, qui était de 70% du PIB en 1994 et qui devrait tomber en dessous des 25% en 2011 : de quoi faire rêver bien des pays. L'économiste de la Banque royale du Canada précise que « L'équilibre budgétaire est désormais un acquis, une vraie culture politique ». Chercher une solution à la récession dans des déficits accrus est donc une mauvaise piste, le Canada le prouve : il s'en sort mieux que les autres, parce qu'il a un budget en excédent et une dette réduite fortement.

Bien étendu, cela ne suffit pas. La croissance a été boostée, du côté de l'offre et de l'incitation à produire, par la baisse des impôts qui se poursuit depuis des années ; et cette baisse des impôts a été d'autant plus facile à réaliser que les Canadiens avaient fait de profondes réformes, pour réduire drastiquement les dépenses publiques et le périmètre de l'Etat, diminuant fortement la part de la fonction publique et les transferts financiers aux provinces. On parle même parfois de « modèle » dans ce domaine et le discours tenu aujourd'hui pour proposer l'inverse de la rigueur budgétaire est tout à fait étonnant. D'autres réformes de structure ont aussi eu lieu.

Le résultat, ce n'est pas seulement le maintien d'une croissance positive, en dépit de la récession chez le grand voisin américain, dont le Canada dépend fortement, mais aussi une certaine maîtrise de l'inflation, des créations d'emplois réelles et donc un taux de chômage stable à 6% environ de la population active. L'investissement productif lui-même, principal moteur de la croissance, est en

ILS IGNORENT L'ECONOMIE, MAIS QUI LA LEUR APPREND ?

« Ils », ce sont les Français récemment sondés à l'occasion de deux récentes enquêtes, qui montrent à la fois leur ignorance en matière économique et leur souhait d'être mieux informés. La première enquête, publiée notamment par Les Echos, a été réalisée par la Fnege (Fondation nationale pour l'enseignement et la gestion des entreprises), qui a posé 20 questions à un échantillon de 1000 Français. Leur note moyenne est de 5,9/20 et 7% seulement des personnes interrogées ont eu la moyenne.

Certaines réponses montrent une rare ignorance. Ainsi 32% des Français confondent chiffre d'affaires et bénéfices ; pas surprenant qu'ils trouvent ces derniers trop élevés ! 11% pensent que la TVA est partagée entre l'Etat et les entreprises : donc nos impôts financeraient les entreprises...43% seulement savent ce qu'est le dividende, tandis que 23% le confondent avec la plus-value de cession et 7% avec la valeur du titre. 10% des personnes pensent que les prix sont déterminés en commun par tous les concurrents. 33% seulement savent comment sont nommés les PDG des SA. 29% savent qu'un salarié qui touche net 1500 euros en coûte le double à l'entreprise. 6% seulement imaginent la mobilité du marché du travail et savent que 200 000 personnes par mois trouvent un nouvel emploi.

La Fnege fait remarquer que d'une manière générale, l'image dominante est celle d'une vision dévalorisée ou négative de l'entreprise. Les Français croient que les salariés ne gagnent presque rien et que les actionnaires se gavent de profits.

Il est inutile d'insister sur la responsabilité des médias dans ce domaine, car les pages économiques des journaux, ou pire encore les télévisions ou les dépêches d'agence, étalent en général l'ignorance économique, sur arrière-fond idéologique. Les formations au journalisme économique sont rares ou très orientées. Il y a quelques exceptions, comme le magistère et le master « *Journalisme, communication et économie* » de la Faculté d'Economie Appliquée d'Aix-Marseille III, qui ose parler des bienfaits de l'entreprise et du marché.

L'autre enquête réalisée par la TNS Sofres pour le CODICE (Conseil de la diffusion de la culture économique) montre que les trois quarts des Français jugent que l'information économique n'est « ni accessible, ni compréhensible ».

Or les Français expriment un ardent besoin de comprendre l'économie, pour « mieux comprendre le monde actuel » (42% des réponses, plusieurs réponses étant possibles), pour « savoir investir et placer son argent » (37%), pour « mieux comprendre les mécanismes de l'entreprise » (24%), pour « préparer sa retraite » (26%), pour « savoir mieux expliquer l'économie à ses enfants » (26%), pour « apprendre à créer son entreprise » (14%), etc. Et 65% pensent qu'ils sont mal informés sur les changements de la vie économique française.

Au-delà de la responsabilité des médias, il y a bien sûr celles du système éducatif, notamment dans les lycées, des programmes et des manuels très orientés idéologiquement contre l'entreprise et le marché libre. Couronnant le tout, la plupart des universitaires forment leurs étudiants au mieux au keynésianisme, au pire au marxisme. En voici d'ailleurs une preuve.

Ce dernier sondage a été réalisé à l'occasion des journées de l'économie tenues à Lyon. Par un fait du hasard, tout ce que l'on peut dire de la désinformation économique dont souffrent les Français a été illustré par les propos de Jean-Paul Fitoussi, membre du comité scientifique de ces journées : « En économie, on veut absolument apprendre des certitudes aux étudiants, alors qu'il faut leur enseigner le débat. Et l'économie est le monde des incertitudes ». Comment débattre sans connaître les fondements d'une discipline scientifique ? Et s'il est vrai que la vie économique, comme la vie tout court, doit s'accommoder de l'incertitude, la science économique, pour sa part, a établi des lois indiscutables, intemporelles et universelles. Mais notre éminent collègue ignore tout de ces lois. Voici qui situe son savoir : on ment aux Français depuis des années, dit-il, en leur faisant croire que « la mondialisation est vertueuse » et « que l'économie de marché est censée les rendre heureux ». Nous, nous croyons que c'est avec de tels professeurs que les Français demeurent nuls en économie.

SALUONS LA VICTOIRE DE MARTINE AUBRY

Nous avons pris notre temps pour commenter les résultats des élections du PS. Comme la France entière, nous étions en attente des moindres nouvelles de la Commission de Recollement et du Conseil National de la rue de Solférino.

Nous pouvons maintenant laisser s'exprimer notre joie : nous saluons avec enthousiasme la victoire de Martine Aubry, parce qu'elle plombe le Parti Socialiste dans son gauchisme radical. La victoire de Segolène Royal aurait été plus gênante, car elle aurait signifié un PS ambigu, occupant un centre gauche difficile à cerner. Ici, les choses sont claires ; nous aurons dans les prochains mois à affronter les ennemis de classe, les adversaires inconditionnels du libéralisme, que Martine Aubry n'a pas ménagé dans tous ses discours, lui imputant non seulement la crise, mais aussi la concurrence sauvage, les délocalisations, les dumpings fiscaux et sociaux, etc.

Reprenons quelques éléments de l'histoire du PS, avant de retourner à l'actualité.

Le parti socialiste créé à Epinay par François Mitterrand était un rassemblement hétéroclite, allant des anciens de la SFIO aux trotskistes (n'oublions pas que Lionel Jospin deviendra premier secrétaire du PS après l'élection présidentielle de 81, tout en étant encore adhérent secret d'un mouvement trotskiste), en passant par les clubs, puis, plus tard, par les anciens de la nouvelle gauche (PSU, CFDT,...). Ce rassemblement s'est donné une apparence très marquée à gauche : c'est François Mitterrand qui avait déclaré à Epinay : « Celui qui ne veut pas la rupture avec le capitalisme, celui-là ne peut être adhérent du PS ». Les sociaux-démocrates -il y en avait déjà quelques-uns- avaient dû avaler leur chapeau.

En clair, le PS n'avait pas fait son « Bad Godesberg », ce tournant radical du SPD allemand en 1959 qui l'avait fait rompre avec le marxisme, pour devenir social-démocrate. Il était resté un mouvement d'inspiration marxiste. Certes, l'exercice du pouvoir l'avait conduit à un peu plus de réalisme, et il y avait déjà une évolution entre le Mauroy de l'union de la gauche et des nationalisations, et Bérégovoy ou Rocard quelques années plus tard. Mais les programmes restaient très marqués à gauche et, même dans leurs versions récentes, contenaient une dose non négligeable de marxisme.

Martine Aubry se situe dans cette tradition là. Elle a rassemblé au second tour tous les éléphants, qui étaient déjà là au temps des nationalisations, de Fabius à Emmanuelli, y compris les amis d'extrême-gauche de M. Hamon. Elle veut l'union de toute la gauche, y compris l'union inacceptable moralement avec le PC, et elle ne crache pas sur les voix de Besancenot, multipliant les risettes à son endroit. C'est, ne l'oublions pas, la « dame des 35 heures », celle qui a enfermé l'économie française dans un carcan, pour de simples raisons idéologiques. Certes, on évoque l'influence paternelle de Jacques Delors, « le modéré », mais c'est oublier un peu vite que ce soi-disant démocrate-chrétien a tout avalé en 1981, qu'il s'agisse de la présence du PC ou des nationalisations ; il a été un efficace « compagnon de route » des marxistes.

Bien sûr, derrière tout cela, il y a les querelles de personnes, le combat pour être calife à la place du calife. Mais il y a aussi la position électoralement inconfortable, entre un centre occupé par François Bayrou et une gauche extrême incarnée par Besancenot. Au fond, les « militants » ont pris conscience de l'amenuisement de leur électorat, ils divergeaient seulement sur le choix des alliances. A aucun moment il ne leur est venu à l'idée qu'un virage vers le libéralisme, réussi dans un grand nombre de partis socialistes dans le monde (Angleterre, Suède, Australie, Nouvelle Zélande) aurait pu leur valoir un succès électoral. Tant pis pour la France.

L'archaïsme du PS a un écho à droite, où l'on n'a pas su quitter le colbertisme pour le libéralisme moderne. Toutefois le PS « rougi » a une responsabilité majeure : en tenant des propos d'une autre époque, il conforte une partie de l'électorat dans son ancrage idéologique, et, comme les électeurs finissent par préférer l'original à la copie, ils se détournent du PS pour aller chez Besancenot. Le dernier sondage sur les futures présidentielles accorde 13% à Martine Aubry et 12% à Besancenot ; avec ce qui vient de se passer, celui-ci finira par passer devant. Faute d'avoir su dénoncer le marxisme, le PS l'a crédibilisé et a conforté les trotskistes.

LA VIGNETTE EST DE RETOUR

L'automobile –et l'automobiliste- sont décidément dans le collimateur des pouvoirs publics. Il y a depuis longtemps le matraquage fiscal qui porte au plus haut le prix de l'essence, dont plus des deux tiers vont à l'Etat (sans parler du matraquage du cartel de l'OPEP). Il y a aussi la politique répressive sur les routes, avec le permis à points et autres contrôles pas toujours justifiés. Et surtout, il y a le fameux bonus-malus, que nous avons critiqué et qui ne constitue rien d'autre qu'un impôt supplémentaire et une manipulation artificielle des prix : l'Etat fixe des prix différents de ceux des marchés en augmentant artificiellement (malus) ou en diminuant tout aussi artificiellement (bonus) le prix.

Tout cela n'est pas suffisant. Non content de surtaxer les grosses cylindrées « polluantes » par le malus, payé lors de l'achat, le gouvernement vient de proposer lors du collectif budgétaire « un malus annuel pour les grosses voitures très polluantes ». 160 euros (par an) pour les voitures émettant plus de 250 grammes de CO₂ par kilomètre. Une promesse faite lors du fameux Grenelle de l'environnement, dont nous avons évalué le coût faramineux la semaine dernière, en oubliant ce petit supplément. Les ultra écologistes sont ravis : encore une mesure appliquant le principe « pollueur-payeur ».

Il s'en était suivi, à l'époque, une levée de bouclier de la part de tous ceux qui ne partagent pas les thèses de la secte écologiste et d'ailleurs cette taxe annuelle avait été « oubliée » dans le projet de loi de finance. La voici qui revient par la fenêtre par le collectif budgétaire : nouvelle victoire de Jean-Louis Borloo, décidément très en cour. L'écologie est en réalité un prétexte pour faire réapparaître la fameuse vignette automobile, qui avait pourtant heureusement disparu : un des rares impôts supprimés.

En réalité, d'un certain point de vue, cette vignette relookée est même pire, puisqu'elle est totalement arbitraire. La précédente taxait tout le monde, avec des taux différents suivant le nombre de chevaux. Ici, la taxation est encore plus arbitraire, puisqu'elle ne touche que certaines voitures, selon le bon vouloir de l'Etat tout puissant.

Mais on reste ainsi fidèle aux promesses et au texte du Grenelle de l'environnement. Il ne faut pas désespérer les Verts, et ne pas déplaire à notre gourou national, le sympathique Nicolas Hulot. A ce propos, vous devez savoir que l'accord passé entre « écolos » pour constituer des listes européennes sous le patronage œcuménique de Cohn-Bendit (faire appel au leader de mai 68, c'est déjà tout un programme) prévoit une place pour les amis de Nicolas. Celui-ci a donc désigné un certain Jean-Paul Besset, qui avait rédigé son pacte écologique. Ce Monsieur peu connu a passé onze ans à la Ligue communiste révolutionnaire (il est vrai qu'il se cachait derrière un pseudo, suivant la bonne habitude des mouvements trotskistes) du temps du souriant Krivine. Il a aussi intégré Le Monde via son responsable de l'époque, Edwy Plenel, autre ancien de la Ligue. Quant on vous disait que M. Hulot était totalement apolitique et ne pensait qu'au bien de la planète ! Ces verts là sont tout de même un peu rouges.

AU SOMMAIRE DU N°977 :

EDITORIAL : Epidémie pp. 1-2

CONJONCTURE : La politique de concurrence tue la concurrence pp. 2-3

ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR : La Sécu s'installe dans les déficits p. 4 – Baisse des impôts, des déficits et de la dette publique : le Canada échappe à la crise p. 5 – Ils ignorent l'économie, mais qui la leur apprend ? p. 6 – Saluons la victoire de Martine Aubry p. 7 - La vignette est de retour p. 8.

ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 40.00.

ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 95.00.

LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org